



DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
TRAVAUX PARLEMENTAIRES
ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

9^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1988-1989

(1^{re} SÉANCE)

COMPTE RENDU INTÉGRAL

Séance du lundi 3 avril 1989

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. LAURENT FABIUS

1. **Ouverture de la session** (p. 3).
2. **Installation des secrétaires d'âge** (p. 3).
3. **Proclamation de députés** (p. 3).
4. **Requêtes en contestation d'opérations électorales** (p. 3).
5. **Décision du Conseil constitutionnel sur une requête en contestation d'opérations électorales** (p. 3).
6. **Nomination des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires de l'Assemblée nationale** (p. 3).
7. **Installation du Bureau** (p. 4).
8. **Nomination de députés en missions temporaires** (p. 4).
9. **Nomination à des organismes extraparlimentaires** (p. 4).
10. **Décisions du Conseil constitutionnel** (p. 4).
11. **Déclarations d'urgence** (p. 4).
12. **Dépôt et renvoi en commission de projets de loi** (p. 4).
13. **Dépôt du rapport annuel d'activité du médiateur de la République** (p. 5).
14. **Communication de M. le président** (p. 5).
15. **Rappel au règlement** (p. 5).
MM. Georges Hage, le président.
16. **Dépôt de projets de loi** (p. 5).
17. **Dépôt d'une proposition de loi** (p. 5).
18. **Dépôt de propositions de résolution** (p. 5).
19. **Dépôt de rapports** (p. 6).
20. **Dépôt d'un rapport en application de la loi de programme relative au patrimoine monumental** (p. 6).
21. **Dépôt du rapport de la commission de la sécurité des consommateurs** (p. 6).
22. **Dépôt d'un rapport sur l'évolution des loyers** (p. 6).
23. **Dépôt d'un rapport du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes** (p. 6).
24. **Ordre du jour** (p. 6).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTE DE M. LAURENT FABIUS

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. Mes chers collègues, la séance est ouverte, et, par la même occasion, la session.

Nous allons avoir une session qui comportera pas mal de travail, mais, cet après-midi, c'est une séance plutôt formelle : nous allons désigner notre Bureau, demain nos commissions, et c'est seulement demain après-midi que commencera la réalité du travail.

1

OUVERTURE DE LA SESSION

M. le président. Conformément à l'article 28 de la Constitution, je déclare ouverte la seconde session ordinaire de 1988-1989.

2

INSTALLATION DES SECRÉTAIRES D'ÂGE

M. le président. Aux termes de l'article 10 du règlement, à l'ouverture de la seconde session ordinaire, le président est assisté des six plus jeunes membres de l'Assemblée, qui remplissent les fonctions de secrétaire.

Ce sont :

MM. Thierry Mandon, Gautier Audinot, Jérôme Lambert. Mmes Frédérique Bredin, Elisabeth Hubert, M. Christian Estrosi.

3

PROCLAMATION DE DÉPUTÉS

M. le président. En application de l'article 179 du code électoral, j'ai reçu du Gouvernement des communications m'informant qu'on été élus :

- le 15 janvier 1989, M. Kamilo Gata, député de Wallis et Futuna (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) ;

- et, le 29 janvier 1989, M. François Asensi, député de la onzième circonscription de la Seine-Saint-Denis (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste*) et M. Bernard Tapie, député de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*).

4

REQUÊTES EN CONTESTATION D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES

M. le président. En application de l'article L.O. 181 du code électoral, j'ai reçu du Conseil constitutionnel communication de trois requêtes en contestation d'opérations électorales.

Conformément à l'article 3 du règlement, ces communications sont affichées et seront publiées à la suite du compte rendu intégral de la présente séance.

5

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR UNE REQUÊTE EN CONTESTATION D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES

M. le président. En application de l'article L.O. 185 du code électoral, j'ai reçu du Conseil constitutionnel communication d'une décision de rejet relative à une requête en contestation d'opérations électorales.

Conformément à l'article 3 du règlement, cette communication est affichée et sera publiée à la suite du compte rendu intégral de la présente séance.

6

NOMINATION DES VICE-PRÉSIDENTS, DES QUESTEURS ET DES SECRÉTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. le président. L'ordre du jour appelle la nomination des six vice-présidents, des trois questeurs et des douze secrétaires de l'Assemblée nationale.

Pour ces diverses fonctions, les présidents des groupes - et je les en remercie - ont établi une liste de candidats qui a été affichée et qui correspond au nombre de postes à pourvoir.

Je n'ai reçu aucune autre candidature.

En conséquence, je proclame, dans l'ordre de leur présentation :

Vice-présidents :

MM. André Billardon ;
Claude Labbé ;
Pascal Clément ;
Loïc Bouvard ;
Michel Coffineau ;
Georges Hage.

Questeurs :

MM. Philippe Bassinet ;
Michel Cointat ;
Gilbert Bonnemaïson.

Secrétaires :

MM. Jean-Marie Caro ;
Michel Jacquemin ;
Marc Laffineur ;
Mme Marie-France Lecuir ;
MM. Georges Lemoine ;
Arnaud Lepercq ;
Pierre Mauger ;
Henri Michel ;
Mme Christiane Papon ;
MM. José Rossi ;
Roger-Gérard Schwartzenberg ;
Mme Marie-Josèphe Sublet.

7

INSTALLATION DU BUREAU

M. le président. Je constate que le Bureau de l'Assemblée nationale est constitué.

Sa composition sera notifiée à M. le Président de la République, à M. le Premier ministre, à M. le président du Sénat et publiée au *Journal officiel*.

Je rappelle que le Bureau se réunira le mercredi 5 avril 1989 à dix heures.

8

NOMINATION DE DÉPUTÉS EN MISSIONS TEMPORAIRES

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre des lettres m'informant de sa décision de confier des missions temporaires à des députés, dans le cadre de l'article L.O. 144 du code électoral.

Cette décision a fait l'objet de décrets publiés au *Journal officiel* du 3 janvier 1989, plaçant en mission :

MM. Guy-Michel Chauveau ;
Pierre Brana ;
Bernard Carton ;
Louis Besson.

9

NOMINATION À DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

M. le président. Les nominations de représentants de l'Assemblée nationale au sein d'organismes extraparlamentaires ont été publiées au *Journal officiel* des 1^{er} et 20 février 1989.

10

DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. J'informe l'Assemblée que le Conseil constitutionnel a publié :

- au *Journal officiel* du 30 décembre 1988, sa décision déclarant non contraire à la Constitution, à l'exception de certaines de ses dispositions, la loi de finances rectificative pour 1988 ;

- au *Journal officiel* du 13 janvier 1989, sa décision déclarant non contraire à la Constitution la loi portant diverses mesures d'ordre social ;

- au *Journal officiel* du 13 janvier 1989, sa décision déclarant non contraire à la Constitution, à l'exception de certaines de ses dispositions, la loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales ;

- au *Journal officiel* du 18 janvier 1989, sa décision déclarant non contraire à la Constitution la loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées ;

- au *Journal officiel* du 18 janvier 1989, sa décision déclarant non contraire à la Constitution, à l'exception de certaines de ses dispositions, la loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Ces textes lui avaient été déférés par plus de soixante députés ou par plus de soixante sénateurs, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

11

DÉCLARATIONS D'URGENCE

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre quatre lettres m'informant qu'en application de l'article 45, alinéa 2, de la Constitution, le Gouvernement déclare l'urgence :

- du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428) ;

- du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471) ;

- du projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations (n° 542) ;

- et du projet de loi sur la sécurité et la transparence du marché financier (n° 544).

Acte est donné de ces communications.

12

DÉPÔT ET RENVOI EN COMMISSION DE PROJETS DE LOI

M. le président. En application de l'article 83, alinéa 2, du règlement, le Gouvernement m'a demandé, pendant l'intersession, le renvoi de huit projets de loi à l'examen des commissions permanentes compétentes.

En conséquence, et sous réserve de l'application éventuelle de l'article 31 du règlement, ont été renvoyés :

A la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, les projets :

- relatif aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques (n° 535) ;

- relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux (n° 536) ;

A la commission des affaires étrangères, les projets :

- autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (n° 538) ;

- autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (n° 539) ;

- autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (n° 540) ;

- autorisant l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) et de deux protocoles, l'un relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution des mers en cas de situation critique dans la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) (n° 541) ;

A la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, le projet modifiant la loi du 6 août 1986 relatif aux modalités d'application des privatisations (n° 542) ;

A la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, le projet relatif au code de la voirie routière (partie législative) (n° 532).

Ces projets ont été imprimés et distribués.

13

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. J'ai reçu de Monsieur le Médiateur de la République, en application de l'article 14 de la loi du 3 janvier 1973, son rapport annuel d'activité pour l'année 1988.

14

COMMUNICATION DE M. LE PRÉSIDENT

M. le président. Je rappelle que les candidatures aux six commissions permanentes doivent être déposées ce soir avant dix-huit heures et que - ceci est important - les commissions se réuniront, demain mardi 4 avril, à dix heures, pour l'élection de leur bureau.

Les candidatures à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée devront être déposées demain avant douze heures. La commission se réunira à dix-sept heures trente pour l'élection de son bureau.

J'ajoute que la Conférence des présidents se réunira également demain, mardi 4 avril, sous ma présidence, à douze heures trente.

15

RAPPEL AU RÈGLEMENT

M. le président. La parole est à M. Georges Hage, pour un rappel au règlement.

M. Georges Hage. Monsieur le président, au moment où s'ouvre cette session parlementaire, par une séance dont vous nous dites qu'elle est formelle, et précisément parce qu'elle est formelle, il nous semble qu'on ne peut pas rester indifférent devant ce qui se passe en Corse.

Depuis près de deux mois, un grand mouvement populaire se développe dans l'île pour le droit au mieux-vivre et à la dignité. (*Murmures sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République et Union pour la démocratie française.*)

Nous sommes, nous, communistes, pleinement solidaires de ces luttes et nous pensons qu'il n'y a qu'une solution de bon sens : celle qui consiste à engager sans délai des négociations sur les revendications concernant la prime d'insularité et le classement de la Corse en « zone zéro ». (*Protestations et claquemements de pupitres sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République et Union pour la démocratie française.*)...

M. Jacques Godfrain. Monsieur le président, ce n'est pas un rappel au règlement !

M. le président. Mes chers collègues, nous avons - bien sûr - des questions d'actualité mercredi. (*Voilà ! sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République et Union pour la démocratie française.*)...

M. Jean-Claude Gaysot. La Corse, c'est important !

M. le président. ... Et, d'autre part, nous avons notre nouvelle série de questions le jeudi, au cours de laquelle s'exprimera M. le ministre Durafour.

Je pense donc que nous aurons l'occasion d'examiner ces questions importantes.

Mais, puisque vous vouliez faire un rappel au règlement, monsieur Hage, vous pouvez, sur la base de ce règlement, terminer votre rappel. Ensuite, je leverai la séance.

M. Georges Hage. Je termine ce rappel au règlement en déplorant quand même que les pratiques de l'intimidation financière, de la division et de l'enlèvement aient cours et en soulignant qu'une autre attitude du Gouvernement serait préférable : celle - je l'ai dit - qui consisterait à engager sans délai des négociations sur les revendications concernant la prime d'insularité et le classement de la Corse en « zone zéro ».

Veuillez excuser ce rappel au règlement, qui rend compte de notre impatience légitime - laquelle ne saurait tarder à être exprimée dans cet hémicycle - au sujet de la Corse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. C'est une question importante. Nous n'avons pas tous saisi l'article du règlement dans le cadre duquel ce rappel s'inscrivait. (*Sourires.*) Mais, enfin, nous allons avoir l'occasion de discuter de ces questions sérieuses - j'imagine à partir de mercredi.

M. Jean-Claude Gaysot. C'est sérieux, la Corse !

M. le président. C'est ce que je dis : nous allons avoir l'occasion de discuter de ces questions sérieuses à partir de mercredi.

M. Jean-Claude Gaysot. Il ne faut pas plaisanter avec cela !

16

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 544, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi approuvant le X^e Plan.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 545, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

17

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Charles Josselin une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 549, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

18

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. François Léotard une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les faits auxquels ont donné lieu les opérations financières lors de l'offre publique d'achat par Pechiney sur une filiale d'American Can.

La proposition de résolution sera imprimée sous le numéro 533, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur « le rachat d'American Can par Pechiney, les opérations boursières sur le capital de la Société générale, et les conditions dans lesquelles ont eu lieu les dénationalisations depuis le 6 août 1986 ».

La proposition de résolution sera imprimée sous le numéro 534, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées les opérations de privatisation d'entreprises ou de banques appartenant au secteur public et le devenir des sociétés privatisées depuis le 6 août 1986.

La proposition de résolution sera imprimée sous le numéro 537, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu de Mme Christine Boutin et plusieurs de ses collègues une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la procédure d'autorisation de mise sur le marché et les conditions d'utilisation de la pilule RU 486.

La proposition de résolution sera imprimée sous le numéro 543, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

19

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Pascal Clément un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 159).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 546 et distribué.

J'ai reçu de M. Marc Dolez un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (n° 428).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 547 et distribué.

J'ai reçu de M. François Colcombet un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 548 et distribué.

20

DÉPÔT D'UN RAPPORT EN APPLICATION DE LA LOI DE PROGRAMME N° 88-12 DU 5 JANVIER 1988 RELATIVE AU PATRIMOINE MONUMENTAL

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un rapport, en application de l'article 4 de la loi de programme n° 88-12 du 5 janvier 1988 relative au patrimoine monumental.

21

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la commission de la sécurité des consommateurs le rapport pour 1988 de cette commission, déposé en application de l'article 17 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1^{er} août 1905.

22

DÉPÔT D'UN RAPPORT SUR L'ÉVOLUTION DES LOYERS

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre, en application de l'article 3 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social, un rapport sur l'évolution des loyers des locaux à usage d'habitation dans le parc locatif privé.

23

DÉPÔT D'UN RAPPORT DU COMITÉ DU CONTENTIEUX FISCAL, DOUANIER ET DES CHANGES

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre, en application de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière, le dixième rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes.

24

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mardi 4 avril 1989, à seize heures, première séance publique :

Nomination de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée :

Fixation de l'ordre du jour ;

Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi n° 471 portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (1) (rapport n° 548 de M. François Colcombet, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Discussion du projet de loi n° 159 modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (1) (rapport n° 546 de M. Pascal Clément, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

Eventuellement, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures dix.)

*Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
CLAUDE MERCIER*

ERRATA

1. - Au compte rendu intégral de la séance du 14 décembre 1988

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

Page 3656, 1^{re} colonne, 12^e alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Guy-Michel Chauveau et plusieurs de ses collègues... »,

Lire : « J'ai reçu de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues... » (le reste sans changement).

Page 3656, 1^{re} colonne, 14^e alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues... »,

(1) Lettre en date du 14 mars 1989 de M. le ministre chargé des relations avec le Parlement.

Lire : « J'ai reçu de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues... » (le reste sans changement).

Page 3656, 1^{re} colonne, 16^e alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Jacques Roger-Machart et plusieurs de ses collègues... ».

Lire : « J'ai reçu de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues... » (le reste sans changement).

Page 3656, 2^e colonne, 1^{er} alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué et plusieurs de ses collègues... ».

Lire : « J'ai reçu de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues... » (le reste sans changement).

Page 3656, 2^e colonne, 5^e alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Jean-Pierre Sueur et plusieurs de ses collègues... ».

Lire : « J'ai reçu de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues... » (le reste sans changement).

Page 3656, 2^e colonne, 7^e alinéa :

Au lieu de : « J'ai reçu de M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues... ».

Lire : « J'ai reçu de M. Louis Mermaz et plusieurs de ses collègues... » (le reste sans changement).

II. - *Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance du 20 décembre 1988*

PROCÉDURE DE VOTE ET FONCTIONNEMENT DES CONSEILS MUNICIPAUX

Page 3920, 2^e colonne, article 4 (art. L. 73 du code électoral), 2^e alinéa, 2^e ligne :

Au lieu de : « ont été adressées les premières ».

Lire : « ont été dressées les premières ».

III. - *Au compte rendu intégral de la 2^e séance du 20 décembre 1988*

DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL

Page 3935, 1^{re} colonne, dans le paragraphe III de l'article 2, 2^e ligne :

Au lieu de : « s'appliqueront aux conditions ».

Lire : « s'appliqueront aux cotisations ».

IV. - *Au compte rendu intégral de la 2^e séance du 21 décembre 1988*

LIBERTÉ DE COMMUNICATION

Page 3996, 1^{re} colonne, article 4, 6^e alinéa, avant-dernière ligne :

Au lieu de : « connaître qui sont susceptibles ».

Lire : « connaître ou qui sont susceptibles ».

V. - *Au compte rendu intégral de la 3^e séance du 21 décembre 1988*

LOI DE FINANCES POUR 1988

Page 4020, 1^{re} colonne, article 37-11 :

Rétablir ainsi le chiffre de la ligne « postes, télécommunications et espace » : 24 975 469 458 F.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1988

Page 4024, 2^e colonne, article 12 bis :

1^o Compléter le 2^e alinéa par les phrases suivantes :

« La réintégration s'applique pendant l'exercice d'acquisition des titres et les quatorze exercices suivants. Pour l'application de l'article 223 J, il n'est pas tenu compte des réintégrations prévues au présent alinéa. »

2^o Supprimer le 3^e alinéa.

Page 4024, 2^e colonne, article 13, 11, 1^{er} alinéa :

Au lieu de : « caractère interprétatif, sous des décisions ».

Lire : « caractère interprétatif, sous réserve des décisions ».

VI. - *Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance du 22 décembre 1988*

ADAPTATION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE À SON ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Page 4038, 1^{re} colonne :

Article 11 *nonies*, paragraphe II, 4^e ligne :

Au lieu de : « L. 442-2 à L. 442-5 ».

Lire : « L. 442-2 à L. 442-6 ».

Article 11 *nonies*, paragraphe III, 1^{re} ligne :

Au lieu de : « L. 442-2 ».

Lire : « L. 442-3 ».

Article 11 *nonies*, paragraphe III, 2^e alinéa, 2^e ligne :

Au lieu de : « colonat paritaire ».

Lire : « colonat partiaire ».

COMMUNICATIONS RELATIVES À LA CONSULTATION D'ASSEMBLÉES TERRITORIALES DE TERRITOIRES D'OUTRE-MER

J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre, en date du 29 mars 1989 relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (n° 471).

Cette communication a été transmise à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre, en date du 29 mars 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur le projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives, déposé au Sénat.

Cette communication a été transmise à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

PROCLAMATION DE DÉPUTÉS

Par des communications du 20 janvier 1989 de M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer et des 30 janvier et 2 février 1989 de M. le ministre de l'intérieur, faites en application de l'article L.O. 179 du code électoral, M. le président de l'Assemblée nationale a été informé que :

- M. Kamilo Gata a été élu, le 15 janvier 1989, député de Wallis-et-Futuna :

- M. François Asensi a été élu, le 29 janvier 1989, député de la onzième circonscription de la Seine-Saint-Denis ;

- M. Bernard Tapie a été élu, le 29 janvier 1989, député de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône.

REQUÊTES EN CONTESTATION D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES

(Communications du Conseil constitutionnel en application de l'article L.O. 181 du code électoral)

Circonscription	Nom du député dont l'élection est contestée	Nom du requérant
Bouches-du-Rhône (6 ^e).....	Bernard Tapie	Guy Tessier
Meurthe-et-Moselle (2 ^e).....	Gérard Léonard	Jean-Claude Politano
Seine-Saint-Denis (9 ^e).....	Roger Gouhier	Jean-Jacques Ladel

DÉCISIONS SUR DES REQUÊTES EN CONTESTATION D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES

(Communication du Conseil constitutionnel en application de l'article L.O. 185 du code électoral)

Décision n° 88-1128 du 30 mars 1989
Seine-Saint-Denis (9^e circonscription)

Le Conseil constitutionnel,

Vu la requête présentée par M. Jean-Jacques Ladel, demeurant à Rosny-sous-Bois, enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 29 décembre 1988 et tendant à l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé

les 11 et 18 décembre 1988 dans la 9^e circonscription de la Seine-Saint-Denis pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale ;

Vu les observations en défense présentées par M. Roger Gouhier, député, enregistrées comme ci-dessus le 10 janvier 1989 ;

Vu le mémoire en réplique présenté par M. Jean-Jacques Ladé et la réponse à ce mémoire, présentée par M. Roger Gouhier, enregistrés comme ci-dessus les 27 janvier et 7 février 1989 ;

Vu les observations présentées par le ministre de l'Intérieur, enregistrées au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 3 février 1989 et la réponse à ces observations, présentée par M. Gouhier, enregistrée comme ci-dessus le 13 février 1989 ;

Vu l'article 59 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;

Vu le Code électoral ;

Vu le Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Sur la recevabilité de la requête :

Considérant que M. Ladé, candidat au premier tour lors des élections à l'Assemblée nationale qui se sont déroulées les 11 et 18 décembre 1988 dans la neuvième circonscription de la Seine-Saint-Denis, a qualité pour déférer au Conseil constitutionnel les résultats de ces élections alors même qu'il n'a pas obtenu un nombre de suffrages suffisant pour se présenter au second tour de scrutin ; qu'il est recevable à invoquer, dans le délai fixé par l'article 33 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, tout grief de nature à entraîner l'annulation de l'élection ; que, contrairement à ce que soutient M. Gouhier, sa requête a été introduite dans ce délai ; qu'elle est motivée en la forme ; qu'elle est donc recevable ;

Sur le bien-fondé de la requête :

Considérant que le requérant soutient que, dans un bureau de vote de la commune de Romainville, certains électeurs auraient été admis à voter sans que leur identité eût été au préalable vérifiée ; qu'il critique également les modalités selon lesquelles les opérations de dépouillement se sont déroulées dans un autre bureau de cette commune ; que ces griefs ne sont toutefois pas assortis de précisions suffisantes pour établir que ces irrégularités auraient exercé sur les résultats du premier tour de scrutin une influence susceptible d'avoir altéré la sincérité de l'élection ; que, par la suite, la requête de M. Jean-Jacques Ladé doit être rejetée ;

Décide :

Art. 1^{er}. - La requête de M. Jean-Jacques Ladé est rejetée.

Art. 2. - La présente décision sera notifiée à l'Assemblée nationale et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 30 mars 1989, où siégeaient MM. Robert Badinter, président, Daniel Mayer, Léon Jozeau-Marigné, Robert Fabre, Francis Mollet-Vieville, Jacques Latscha, Maurice Faure, Jean Cabannes, Jacques Robert.

Le président,
ROBERT BADINTER

SECRÉTAIRES D'ÂGE

Séance du lundi 3 avril 1989

MM. Thierry Mandon ; Gautier Audinot ; Jérôme Lambert ; Mmes Frédérique Bredin ; Elisabeth Hubert ; M. Christian Estrosi.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A la suite de la nomination des vice-présidents, questeurs et secrétaires, à laquelle l'Assemblée nationale a procédé dans sa séance du lundi 3 avril 1989, son bureau se trouve ainsi composé :

Président : M. Laurent Fabius.

Vice-présidents : MM. André Billardon ; Claude Labbé ; Pascal Clément ; Loïc Bouvard ; Michel Coffineau ; Georges Hage.

Questeurs : MM. Philippe Bassinet ; Michel Cointat ; Gilbert Bonnemaïson.

Secrétaires : MM. Jean-Marie Caro ; Michel Jacquemain ; Marc Laffineur ; Mme Marie-France Lecuir ; MM. Georges Lemoine ; Arnaud Lopercq ; Pierre Mauger ; Henri Michel ; Mme Christiane Papon ; MM. José Rossi ; Roger-Gérard Schwartzberg ; Mme Marie-Josèphe Sublet.

CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 4 avril 1989, à douze heures trente, dans les salons de la présidence.

COMPOSITION DES GROUPES

1. - Rappel des modifications intervenues pendant l'intersession

1. GROUPE SOCIALISTE

Journal officiel, Lois et décrets, du 10 février 1989

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement

(15 membres au lieu de 14)

Ajouter le nom de M. Kamilo Gata.

Journal officiel, Lois et décrets, du 1^{er} avril 1989

(257 membres au lieu de 259)

Supprimer les noms de MM. Michel Carteiet et Jean-Pierre Luppi.

2. GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Journal officiel, Lois et décrets, du 23 décembre 1988

(129 membres au lieu de 128)

Ajouter le nom de M. Richard Cazenave.

3. GROUPE UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

Journal officiel, Lois et décrets, du 2 avril 1989

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement

(10 membres au lieu de 9)

Ajouter le nom de M. Roger Lestas.

4. GROUPE COMMUNISTE

Journal officiel, Lois et décrets, du 3 février 1989

(25 membres au lieu de 24)

Ajouter le nom de M. François Asensi.

5. LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE

Journal officiel, Lois et décrets, du 23 décembre 1988

(13 au lieu de 14)

Supprimer le nom de M. Richard Cazenave.

Journal officiel, Lois et décrets, du 22 janvier 1989

(14 au lieu de 13)

Ajouter le nom de M. Kamilo Gata.

Journal officiel, Lois et décrets, du 1^{er} février 1989

(15 au lieu de 14)

Ajouter le nom de M. François Asensi.

Journal officiel, Lois et décrets, du 3 février 1989

(15)

Supprimer le nom de M. François Asensi.

Ajouter le nom de M. Bernard Tapie.

Journal officiel, Lois et décrets, du 10 février 1989

(14 au lieu de 15)

Supprimer le nom de M. Kamilo Gata.

Journal officiel, Lois et décrets, du 1^{er} avril 1989
(16 au lieu de 14)

Ajouter les noms de MM. Michel Cartelet et Jean-Pierre Luppi.

Journal officiel, Lois et décrets, du 2 avril 1989
(15 au lieu de 16)

Supprimer le nom de M. Roger Lestas.

II. - LISTE DES MEMBRES DES GROUPES

(*Journal officiel [Lois et Décrets] du 2 avril 1989*)

GRUPE SOCIALISTE

(257 membres)

MM. Maurice Adevah-Pœuf, Jean-Marie Alaize, Mme Jacqueline Alquier, MM. Jean Anciant, Robert Anselin, Henri d'Attilio, Jean Auroux, Jean-Yves Autexier, Jean-Marc Ayrault, Jean-Paul Bachy, Jean-Pierre Bacumler, Jean-Pierre Balduyck, Jean-Pierre Balligand, Gérard Bapt, Régis Barailla, Bernard Bardin, Alain Barrault, Claude Bartolone, Philippe Bassinet, Christian Bataille, Jean-Claude Bateux, Umberto Battist, Jean Beaufils, Guy Bèche, Jacques Becq, Roland Beix, André Bellon, Jean-Michel Belorgey, Serge Beltrame, Georges Benedetti, Jean-Pierre Bequet, Michel Bérégovoy, Pierre Bernard, Michel Berson, Louis Besson, André Billardon, Bernard Bioulac, Jean-Claude Blin, Jean-Marie Bockel, Jean-Claude Bois, Gilbert Bonnemaison, Augustin Bonrepaux, André Borel, Jean-Michel Boucheron (*Charente*), Jean-Michel Boucheron (*Ille-et-Vilaine*), Jean-Claude Boulard, Jean-Pierre Bouquet, Pierre Bourguignon, Jean-Pierre Braine, Pierre Brana, Mme Frédérique Bredin, MM. Maurice Briand, Alain Brune, Mme Denise Cacheux, MM. Jean-Marie Cambacérés, Jean-Christophe Cambadellis, Jacques Cambolive, André Capet, Roland Carraz, Bernard Carton, Laurent Cathala, Bernard Cauvin, René Cazenave, Guy Chanfrault, Jean-Paul Chantequet, Marcel Charmant, Michel Charzat, Guy-Michel Chauveau, Daniel Chevallier, Didier Chouat, André Clert, Michel Coffineau, François Colcombet, Georges Colin, Mme Martine David, MM. Marcel Dehoux, Jean-François Delahais, André Delattre, André Delehedde, Jacques Delhy, Albert Denvers, Bernard Derosier, Freddy Deschaux-Beaume, Jean-Claude Dessain, Michel Destot, Paul Dhaille, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Dinet, Marc Dolez, Yves Dollo, René Dosière, Raymond Douyère, Julien Dray, René Drouin, Claude Ducert, Pierre Ducout, Jean-Louis Dumont, Dominique Dupilet, Yves Durand, Jean-Paul Durieux, Paul Duvaleix, Mme Jeanine Ecochard, MM. Henri Emmanuelli, Pierre Estève, Laurent Fabius, Albert Facon, Jacques Fleury, Jacques Floch, Pierre Forgues, Raymond Forni, Alain Fort, Jean-Pierre Fourré, Michel Français, Georges Frêche, Michel Fromet, Claude Galametz, Bertrand Gallet, Dominique Gambier, Pierre Garmendia, Marcel Garrouste, Jean-Yves Gateaud, Jean Gatel, Claude Germon, Jean Giovannelli, Joseph Gourmelon, Hubert Gouze, Gérard Gouzes, Léo Grézard, Jean Guigné, Jacques Guyard, Charles Hernu, Edmond Hervé, Pierre Hiard, François Hoilande, Roland Huguet, Jacques Huyghues des Etages, Gérard Istace, Mme Marie Jacq, MM. Frédéric Jalton, Jean-Pierre Joseph, Noël Joseph, Charles Josselin, Alain Journet, Jean-Pierre Kucheida, André Labarrère, Jean Laborde, Jean Lacombe, Pierre Lagorce, Mme Catherine Lalumière, MM. Jean-François Lamarque, Jérôme Lambert, Michel Lambert, Jean-Pierre Lapaire, Claude Laréai, Dominique Larifla, Jean Laurain, Jacques Lavédrine, Gilbert Le Bris, Mme Marie-France Lecuir, MM. Jean-Yves Le Déaut, Jean-Yves Le Drian, Jean-Marie Leduc, Robert Le Foll, Bernard Lefranc, Jean Le Garrec, Jean-Marie Le Guen, André Lejeune, Georges Lemoine, Guy Lengagne, Roger Léron, Alain Le Vern, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Robert Loidi, François Loncle, Jeanny Lorgeoux, Maurice Louis-Joseph-Dogué, Bernard Madrelle, Jacques Mahéas, Guy Malandain, Martin Malvy, Thierry Mandon, Philippe Marchand, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Roger Mas, René Massat, Marius Masse, François Massot, Didier Mathus, Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Pierre Métais, Charles Metzinger, Louis Mexandeau, Henri Michel, Jean-Pierre Michel, Didier Migaud, Mme Hélène Mignon, MM. Gilbert Mitterrand, Marcel Mœœur, Guy Monjalon, Gabriel Montcharmont, Mme Christiane Mora, MM. Bernard Nayral, Alain Néri, Jean-Paul Nunzi, Jean Oehler, Pierre Ortet, François Patriat, Jean-Pierre Pénicaut, Jean-Claude Peyronnet, Michel Pezet, Christian Pierret, Yves Pilllet, Charles Pistre, Jean-Paul Planchou, Bernard Poignant, Maurice Pourchon, Jean Proveux, Jean-Jack Queyranne, Guy Ravier, Alfred Recours, Daniel Reiner, Alain Richard, Gaston Rimareix, Roger Rinchet, Alain Rodet, Jacques Roger-Machart,

Mme Yvette Roudy, M. René Rouquet, Mme Ségolène Royal, MM. Michel Sainte-Marie, Philippe Sanmarco, Jean-Pierre Santa-Cruz, Jacques Santrot, Michel Sapin, Gérard Saumade, Robert Savy, Bernard Schreiner (*Yvelines*), Robert Schwint, Henri Siere, Dominique Strauss-Kahn, Mme Marie-Joséphine Sublet, MM. Michel Suchod, Jean-Pierre Sueur, Pierre Tabanou, Yves Tavernier, Jean-Michel Testu, Pierre-Yvon Trémel, Edmond Vacant, Daniel Vaillant, Michel Vauzelle, Joseph Vidal, Yves Vidal, Alain Vidalies, Alain Vivien, Marcel Wacheux, Jean-Pierre Worms.

Le président du groupe,
LOUIS MERMAZ

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement

(15 membres)

M. Alain-Paul Bonnet, Mme Huguette Bouchardeau, MM. Alain Calmat, Elie Castor, Aimé Césaire, Bernard Charles, Michel Crépeau, Jean-Pierre Defontaine, Claude Gaits, Kamilo Gata, Claude Lisc, Guy Lordinot, Jean Rigal, Roger-Gérard Schwartzberg, Emile Zuccarelli.

GRUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

(129 membres)

Mme Michèle Alliot-Marie, MM. René André, Philippe Auberger, Emmanuel Aubert, Pierre Bachelet, Mme Roselyne Bachelot, MM. Patrick Balkany, Edouard Balladur, Claude Barate, Michel Barnier, Mme Michèle Barzach, MM. Jacques Baumel, Pierre de Benouville, Christian Bergelin, André Berthol, Léon Bertrand, Jean Besson, Franck Borotra, Bruno Bourg-Broc, Jacques Boyon, Louis de Broissia, Christian Cabal, Mme Nicole Catala, MM. Jean-Charles Cavaillé, Richard Cazenave, Jacques Chaban-Delmas, Jean-Yves Chamard, Jean Charbonnel, Jean-Paul Charié, Serge Charles, Jean Charroppin, Gérard Chasseguet, Jacques Chirac, Michel Cointat, Alain Cousin, Jean-Michel Couve, René Couveignes, Henri Cuq, Olivier Dassault, Mme Martine Daugreilh, MM. Bernard Debré, Jean-Louis Debré, Arthur Dehaine, Jean-Pierre Delalande, Jean-Marie Demange, Xavier Deniau, Alain Devaquet, Patrick Devedjian, Claude Dhinnin, Eric Doligé, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Xavier Dugoin, André Durr, Christian Estrosi, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Robert Galley, Henri de Gastines, Jean de Gaulle, Michel Giraud, Jean-Louis Goasdouff, Jacques Godfrain, Georges Gorse, Daniel Goulet, François Grussenmeyer, Olivier Guichard, Lucien Guichon, Pierre-Rémy Housain, Mme Elisabeth Hubert, MM. Michel Inchauspé, Alain Jomemann, Didier Julia, Alain Juppé, Gabriel Kaspereit, Claude Labbé, Jacques Lafleur, Philippe Legras, Gérard Léonard, Arnaud Lepercq, Jacques Limouzy, Jean de Lipkowski, Jean-François Mancel, Claude-Gérard Marcus, Jacques Masdeu-Arus, Jean-Louis Masson, Pierre Mauger, Pierre Mazeaud, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Jean-Claude Mignon, Charles Miossec, Maurice Nenou-Pwataho, Michel Noir, Roland Nungesser, Patrick Ollier, Charles Paccou, Mme Françoise de Panafieu, M. Robert Pandraud, Mme Christiane Papon, MM. Pierre Pasquini, Dominique Perben, Régis Perbet, Michel Péricard, Alain Peyrefitte, Etienne Pinte, Bernard Pons, Robert Poujade, Eric Raoul, Pierre Raynal, Jean-Luc Reitzer, Lucien Richard, Jean-Paul de Rocca Serra, Antoine Rufenacht, Nicolas Sarkozy, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Bernard Schreiner (*Bas-Rhin*), Philippe Séguin, Martial Taugourdeau, Michel Terrot, Jean-Claude Thomas, Jean Tiberi, Jacques Toubon, Georges Tranchant, Jean Ueberschlag, Léon Vachet, Jean Valleix, Robert-André Vivien, Roland Vuillaume.

Le président du groupe,
BERNARD PONS

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement

(4 membres)

MM. Gautier Audinot, Edouard Frédéric-Dupont, Jean Kiffer, Auguste Legros.

GRUPE UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

(80 membres)

MM. François d'Aubert, Henri Bayard, René Beaumont, Jean Bégault, Jacques Blanc, Roland Blum, Jean Brocard, Jean-Marie Caro, Robert Cazalet, Hervé de Charette, Pascal Clément, Daniel Colin, Louis Colombani, Georges Colombier, Francis Delattre, Jean-François Deniau, Léonce Deprez, Jean Desanlis, Willy Diméglio, Jacques Dominati, Maurice Dousset, Charles Ehrmann, Hubert Falco, Jacques Farran, Charles

Fèvre, Claude Gaillard, Gilbert Gantier, René Garrec, Claude Gatignol, Jean-Claude Gaudin, Valéry Giscard d'Estaing, François-Michel Gonnot, Alain Griotteray, Jean-Yves Haby, Denis Jacquat, Aimé Kergruis, Emile Koehl, Jean-Philippe Lachenzud, Marc Laffineur, Alain Lamassoure, François Léotard, Pierre Lequiller, Maurice Ligot, Gérard Longuet, Alain Madelin, Raymond Marceïlin, Gilbert Mathieu, Joseph-Henri Maujoulan du Gasset, Alain Mayoud, Pierre Merli, Georges Mesmin, Philippe Mestre, Michel Meylan, Pierre Micaux, Charles Millon, Mme Louise Moreau, MM. Alain Moyné-Bressand, Jean-Marc Nesme, Michel d'Ornano, Arthur Paecht, Michel Pelchat, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Francisque Perrut, Jean-Pierre Philibert, Ladislav Poniatowski, Jean-Luc Preel, Jean Proriot, Marc Reymann, Jean Rigaud, Gilles de Robien, André Rossi, José Rossi, André Rossinot, Francis Saint-Ellier, Rudy Salles, André Santini, Jean Seitlinger, Paul-Louis Tenaillon, Philippe Vasseur, Pierre-André Wiltzer.

Le président du groupe,
JEAN-CLAUDE GAUDIN

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement

(10 membres)

MM. Jean Bousquet, Jean-Guy Branger, Albert Brochard, Paul Chollet, Yves Coussain, Georges Durand, François d'Harcourt, Xavier Hunault, Roger Lestas, Philippe de Villiers.

GRUPE DE L'UNION DU CENTRE

(34 membres)

MM. Edmond Alphandéry, Jacques Barrot, François Bayrou, Bernard Bosson, Loïc Bouvard, Georges Chavanes, René Couanau, Jean-Yves Cozan, Jean-Marie Daillet, Adrien Durand, Bruno Durieux, Jean-Pierre Foucher, Yves Fréville, Jean-Paul Fuchs, Francis Geng, Germain Gengenwin, Edmond Gerrer, Gérard Grignon, Hubert Grimault, Ambroise Guellec, Jean-Jacques Hyest, Mme Bernadette Isaac-Sibille, MM. Michel Jacquemin, Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jégou, Christian Kert, Pierre Méhaignerie, Mme Monique Papon, MM. François Rochebloine, Bernard Stasi, Jean-Paul Virapoullé, Michel Voisin, Jean-Jacques Weber, Adrien Zeller.

Le président du groupe,
PIERRE MÉHAIGNERIE

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement

(7 membres)

MM. Raymond Barre, Dominique Baudis, Claude Birraux, Mme Christine Boutin, MM. Jean Briane, Edouard Landrain, Gérard Vignoble.

GRUPE COMMUNISTE

(25 membres)

MM. Gustave Ansart, François Asensi, Marcelin Berthelot, Alain Bocquet, Jean-Pierre Brard, Jacques Brunhes, André Duroméa, Jean-Claude Gayssot, Pierre Goldberg, Roger Gouhier, Georges Hage, Guy Hermier, Mme Muguette Jacquaint, MM. André Lajoinie, Jean-Claude Lefort, Daniel Le Meur, Paul Lombard, Georges Marchais, Gilbert Millet, Robert Montdargent, Louis Pierna, Jacques Rimbault, Jean Tardito, Fabien Thiémé, Théo Vial-Massat.

Le président du groupe,
ANDRÉ LAJOINIE

Apparenté aux termes de l'article 19 du règlement

(1 membre)

M. Ernest Moutoussamy.

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE

(15)

MM. Michel Cartelet, Serge Franchis, Elie Hoarau, Alexandre Léontieff, Jean-Pierre Luppi, Claude Miqueu, Mme Yann Piat, MM. Alexis Pota, Jean Royer, Maurice Sergheraert, Christian Spiller, Bernard Tapie, André Thien Ah Koon, Emile Vernaudon, Aloyse Warhouver.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

COMITÉ DIRECTEUR DU FONDS D'INVESTISSEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

(1 poste de suppléant à pourvoir)

Monsieur le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 31 janvier 1989, Monsieur Kamilo Gata.

CONSEIL NATIONAL DU
SYNDROME IMMUNODÉFICITAIRE ACQUIS (SIDA)

(1 poste à pourvoir)

Monsieur le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 20 février 1989, Monsieur Alain Calmat.

COMPOSITION DES
SIX COMMISSIONS PERMANENTES

(Art. 37 et 25 du règlement)

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES,
FAMILIALES ET SOCIALES

MM. Ansart (Gustave), Anselin (Robert), Attilio (Henri d'), Audinot (Gautier), Mme Bachelot (Roselyne), MM. Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Barrot (Jacques), Bartolone (Claude), Mme Barzach (Michèle), MM. Bateaux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayard (Henri), Bayrou (François), Beix (Roland), Belorgey (Jean-Michel), Bequet (Jean-Pierre), Bioulac (Bernard), Boulard (Jean-Claude), Bourg-Broc (Bruno), Braine (Jean-Pierre), Mme Bredin (Frédérique), MM. Broissia (Louis de), Cabal (Christian), Calmat (Alain), Cambadellis (Jean-Christophe), Carraz (Roland), Cathala (Laurent), Cavallé (Jean-Charles), Cazenave (René), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Chamard (Jean-Yves), Chanfrault (Guy), Charles (Bernard), Chirac (Jacques), Chollet (Paul), Chouat (Didier), Clert (André), Coffineau (Michel), Colombier (Georges), Couanau (René), Dassault (Olivier), Debré (Bernard), Dehoux (Marcel), Derosier (Bernard), Mme Dieulangard (Marie-Madeleine), MM. Diméglio (Willy), Dominati (Jacques), Dray (Julien), Drut (Guy), Dubernard (Jean-Michel), Dugoin (Xavier), Durieux (Jean-Paul), Durr (André), Estrosi (Christian), Falala (Jean), Ferrand (Jean-Michel), Foucher (Jean-Pierre), François (Michel), Franchis (Serge), Fuchs (Jean-Paul), Garrec (René), Garrouste (Marcel), Gayssot (Jean-Claude), Giovannelli (Jean), Gonnot (François-Michel), Grigon (Gérard), Guyard (Jacques), Haby (Jean-Yves), Hage (Georges), Hermier (Guy), Hiard (Pierre), Mmes Hubert (Elisabeth), Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Jacquat (Denis), Juppé (Alain), Lachenaud (Jean-Philippe), Laffineur (Marc), Lafleur (Jacques), Lamarque (Jean-François), Landrain (Edouard), Larifla (Dominique), Laurain (Jean), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Guen (Jean-Marie), Léonard (Gérard), Loïdi (Robert), Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Luppi (Jean-Pierre), Mandon (Thierry), Marchais (Georges), Mme Marin-Moskovitz (Gilberte), MM. Mathus (Didier), Mayoud (Alain), Merli (Pierre), Metzinger (Charles), Meylan (Michel), Mme Mignou (Hélène), M. Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Nénou-Pwataho (Maurice), Néri (Alain), Ortel (Pierre), Mmes Panafieu (Françoise de), Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti della Rocca (Jean-Pierre de), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Mme Piat (Yann), MM. Pillet (Yves), Pons (Bernard), Pota (Alexis), Preel (Jean-Luc), Proveux (Jean), Queyranne (Jean-Jack), Ravier (Guy), Robien (Gilles de), Rochebloine (François), Mme Roudy (Yvette), MM. Rouquet (René), Salles (Rudy), Sanmarco (Philippe), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santini (André), Santrot (Jacques), Mme Sauvaigo (Suzanne), MM. Schreiner (Bernard) (*Bas-Rhin*), Schreiner (Bernard) (*Yvelines*), Schwint (Robert), Mme Sublet (Marie-Joséphé), MM. Sœur (Jean-Pierre), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Testu (Jean-Michel), Thien Ah Koon (André), Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean), Villiers (Philippe de), Zeller (Adrien).

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Adevah-Pœuf (Maurice), Mme Alliot-Marie (Michèle), MM. Ayrault (Jean-Marc), Bapt (Gérard), Barate (Claude), Barre (Raymond), Baudis (Dominique), Bellon (André), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Bérégovoy (Michel), Bernard (Pierre), Blanc (Jacques), Bocquet (Alain), Bosson (Bernard), Boucheron (Jean-Michel) (*Charente*), Brana (Pierre), Caro (Jean-Marie), Castor (Elie), Chasseguet (Gérard), Crépeau (Michel), Daillet (Jean-Marie), Deledge (André), Deniau (Jean-François), Deniau (Xavier), Devedjian (Patrick), Dhaille (Paul), Dumont (Jean-Louis), Ehrmann (Charles), Forni (Raymond), Gata (Kamilo), Gateaud (Jean-Yves), Giscard d'Estaing

(Valéry), Godfrain (Jacques), Goldberg (Pierre), Jean-Baptiste (Henry), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Harcourt (François d'), Jalton (Frédéric), Josephé (Noël), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Koehl (Emile), Labarrère (André), Lapaire (Jean-Pierre), Mme Lalumière (Catherine), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Lengagne (Guy), Léotard (François), Mme Liemann (Marie-Noëlle), MM. Lipkowski (Jean de), Lise (Claude), Lorgeoux (Jeanny), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Marcus (Claude-Gérard), Mathieu (Gilbert), Mauroy (Pierre), Mermez (Louis), Millon (Charles), Montcargent (Robert), Mme Moreau (Louise), MM. Nungesser (Roland), Pandraud (Robert), Peyrefitte (Alain), Pistre (Charles), Raynal (Pierre), Schwartzberg (Roger-Gérard), Séguin (Philippe), Seitlinger (Jean), Stasi (Bernard), Vial-Massat (Théo).

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE
ET DES FORCES ARMÉES

MM. Autexier (Jean-Yves), Bachelet (Pierre), Balkany (Patrick), Baumel (Jacques), Benouville (Pierre de), Bertrand (Léon), Boucheron (Jean-Michel) (*Ille-et-Vilaine*), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Brochard (Albert), Cauvin (Bernard), Charette (Hervé de), Chauveau (Guy-Michel), Colin (Daniel), Cozan (Jean-Yves), Mme Daugreilh (Martine), MM. Delahais (Jean-François), Deschamps-Beaume (Freddy), Dessen (Jean-Claude), Dollo (Yves), Duvaléix (Paul), Emmanuelli (Henri), Fabius (Laurent), Fillon (François), Frêche (Georges), Frédéric-Dupont (Edouard), Gaits (Claude), Galamez (Claude), Gallet (Bertrand), Gastines (Henri de), Gatel (Jean), Gaudin (Jean-Claude), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Guigné (Jean), Hernu (Charles), Houssin (Pierre-Rémy), Hugué (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Journet (Alain), Kiffer (Jean), Lavédrine (Jacques), Le Drian (Jean-Yves), Lefort (Jean-Claude), Lefranc (Bernard), Lemoine (Georges), Mancel (Jean-François), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Maujolan du Gasset (Joseph-Henri), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Miossec (Charles), Paecht (Arthur), Pénicaut (Jean-Pierre), Pierna (Louis), Poujade (Robert), Reiner (Daniel), Richard (Lucien), Rigal (Jean), Rimbauld (Jacques), Sainte-Marie (Michel), Spiller (Christian), Vacant (Edmond), Vernaudeau (Emile), Voisin (Michel), Weber (Jean-Jacques), Wiltzer (Pierre-André), Warhouver (Aloyse).

COMMISSION DES FINANCES,
DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

MM. Alphanéry (Edmond), Anciant (Jean), Auberge (Philippe), Aubert (François d'), Balladur (Edouard), Balligand (Jean-Pierre), Barnier (Michel), Bèche (Guy), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Billardon (André), Bonnet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Bousquet (Jean), Boyon (Jacques), Brard (Jean-Pierre), Cambacérés (Jean-Marie), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Delhy (Jacques), Denvers (Albert), Devaquet (Alain), Douyère (Raymond), Durieux (Bruno), Mme Ecochard (Janine), MM. Forgues (Pierre), Fréville (Yves), Gambier (Dominique), Gantier (Gilbert), Gaulle (Jean de), Germon (Claude), Giraud (Michel), Griottéray (Alain), Hervé (Edmond), Hollande (François), Inchauspé (Michel), Jacquemin (Michel), Jegou (Jean-Jacques), Josselin (Charles), Lacombe (Jean), Le Garrec (Jean), Ligot (Maurice), Loncle (François), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Mexandeau (Louis), Noir (Michel), Ornano (Michel d'), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poniatowski (Ladislav), Pourchon (Maurice), Proriot (Jean), Raoult (Eric), Richard (Alain), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rossi (André), Royer (Jean), Rufenacht (Antoine), Strauss-Kahn (Dominique), Tapie (Bernard), Tardito (Jean), Tavernier (Yves), Thiémé (Fabien), Tranchant (Georges), Vasseur (Philippe), Vauzelle (Michel), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Zuccarelli (Emile).

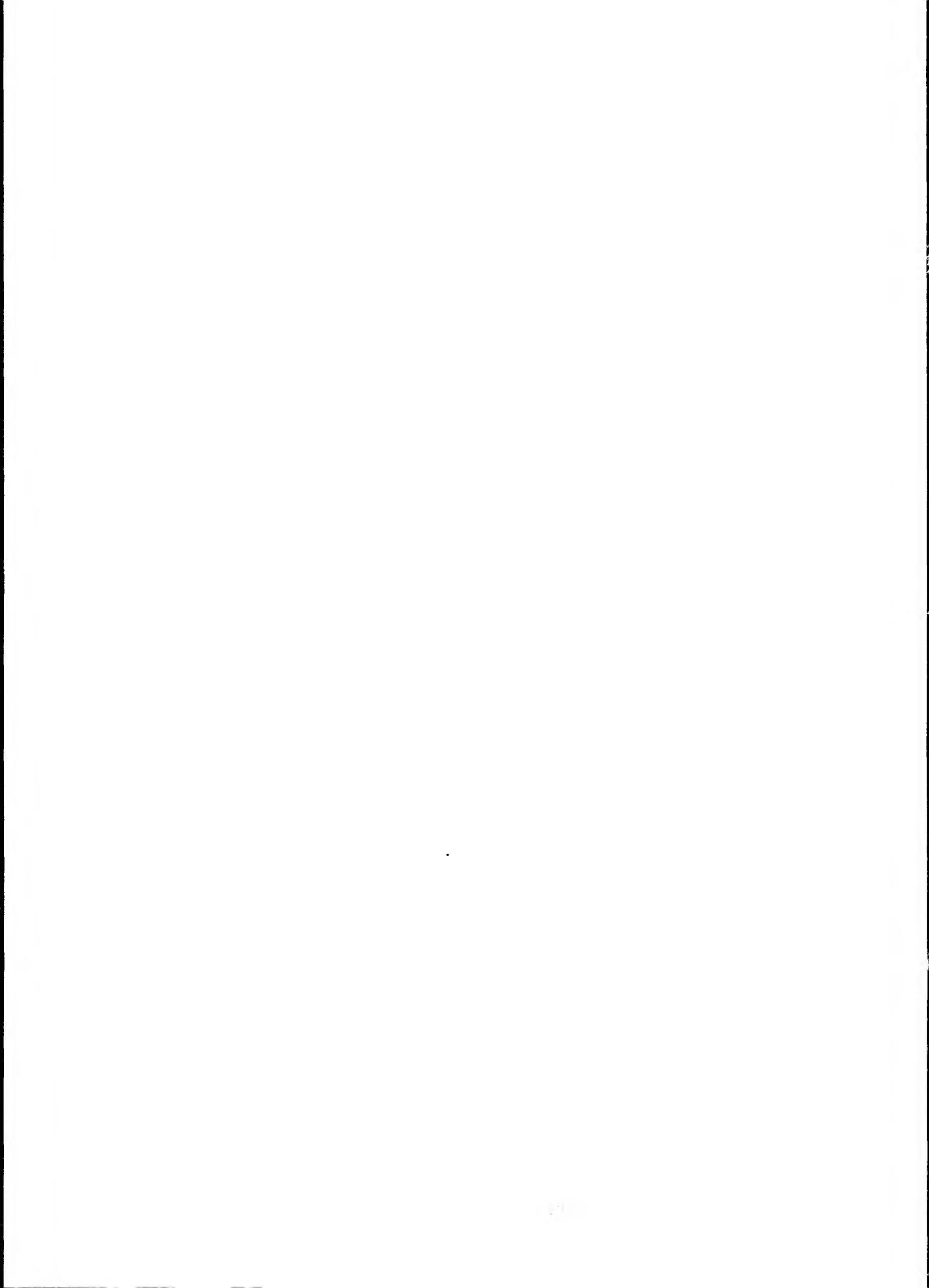
COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE
LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
DE LA RÉPUBLIQUE

MM. Asensi (François), André (René), Aubert (Emmanuel), Berthol (André), Blin (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Mme Boutin (Christine), MM. Briand

(Maurice), Brunhes (Jacques), Mmes Cacheux (Denise), Catala (Nicole), MM. Charles (Serge), Charmant (Marcel), Clément (Pascal), Colcombet (François), Cuq (Henri), Mme David (Martine), MM. Debré (Jean-Louis), Delattre (André), Delattre (Francis), Dolez (Marc), Durand (Georges), Durand (Yves), Floch (Jacques), Fromet (Michel), Garmendia (Pierre), Gerrer (Edmond), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Guichard (Olivier), Hoarau (Élie), Hyst (Jean-Jacques), Kert (Christian), Laborde (Jean), Lagorce (Pierre), Lamassoure (Alain), Lambert (Jérôme), Léontieff (Alexandre), Lequiller (Pierre), Limouzy (Jacques), Longuet (Gérard), Lordinot (Guy), Mahéas (Jacques), Massot (François), Mazeaud (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Migaud (Didier), Millet (Gilbert), Monjalon (Guy), Moutoussamy (Ernest), Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Peyronnet (Jean-Claude), Pezet (Michel), Philibert (Jean-Pierre), Pinte (Étienne), Reymann (Marc), Rossi (José), Rossinot (André), Sapin (Michel), Sarkozy (Nicolas), Saumade (Gérard), Savy (Robert), Sergheraert (Maurice), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tenaillon (Paul-Louis), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Vidalies (Alain), Virapoullé (Jean-Paul), Worms (Jean-Pierre).

COMMISSION DE LA PRODUCTION
ET DES ÉCHANGES

M. Alaize (Jean-Marie), Mme Alquier (Jacqueline), MM. Auroux (Jean), Bachy (Jean-Paul), Baeumler (Jean-Pierre), Balduyck (Jean-Pierre), Barailla (Régis), Bassinet (Philippe), Bataille (Christian), Beaufils (Jean), Beaumont (René), Becq (Jacques), Bégault (Jean), Berthelot (Marcelin), Besson (Jean), Birraux (Claude), Blum (Roland), Bockel (Jean-Marie), Bois (Jean-Claude), Borel (André), Borotra (Franck), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Bouquet (Jean-Pierre), Brune (Alain), Cambolive (Jacques), Capet (André), Carlet (Michel), Carton (Bernard), Cazalet (Robert), Cazenave (Richard), Chanteguet (Jean-Paul), Charbonnel (Jean), Charé (Jean-Paul), Charroppin (Jean), Charzat (Michel), Chavannes (Georges), Chevallier (Daniel), Cointat (Michel), Colin (Georges), Colombani (Louis), Cousin (Alain), Coussain (Yves), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Defontaine (Jean-Pierre), Demange (Jean-Marie), Deprez (Léonce), Desanlis (Jean), Destot (Michel), Dhinnin (Claude), Dinot (Michel), Doligé (Eric), Dosière (René), Dousset (Maurice), Drouin (René), Ducet (Claude), Ducout (Pierre), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Duroméa (André), Esteve (Pierre), Facon (Albert), Falco (Hubert), Farran (Jacques), Fèvre (Charles), Fleury (Jacques), Fort (Alain), Fourré (Jean-Pierre), Gaillard (Claude), Galley (Robert), Gatignol (Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Goasduff (Jean-Louis), Gouhier (Roger), Grimault (Hubert), Grussenmeyer (François), Guellec (Ambroise), Guichon (Lucien), Hunault (Xavier), Mme Isaac-Sibille (Bernadette), MM. Jonemann (Alain), Joseph (Jean-Pierre), Kergrues (Aimé), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Laréal (Claude), Le Bris (Gilbert), Leduc (Jean-Marie), Legras (Philippe), Legros (Auguste), Lejeune (André), Le Meur (Daniel), Lepercq (Arnaud), Léron (Roger), Lestas (Roger), Le Vern (Alain), Lombard (Paul), Madrelle (Bernard), Malandain (Guy), Mas (Roger), Masdeu-Arus (Jacques), Massat (René), Masson (Jean-Louis), Méhaignerie (Pierre), Métails (Pierre), Micaux (Pierre), Mme Michaux-Chevry (Lucette), MM. Michel (Henri), Mignon (Jean-Claude), Miqueu (Claude), Mocœur (Marcel), Montcharmont (Gabriel), Moyne-Bressand (Alain), Nayral (Bernard), Nesme (Jean-Marc), Nunzi (Jean-Paul), Oehler (Jean), Ollier (Patrick), Paccou (Charles), Patriat (François), Perbet (Régis), Recours (Alfred), Reitzer (Jean-Luc), Rigaud (Jean), Rimareix (Gaston), Rinchet (Roger), Mme Royal (Ségolène), MM. Saint-Ellier (Francis), Sicre (Henri), Thomas (Jean-Claude), Trémel (Pierre-Yvon), Vachet (Léon), Vaillant (Daniel), Vidal (Joseph), Vidal (Yves), Vignoble (Gérard), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel).



ABONNEMENTS

EDITIONS		FRANCE et outre-mer	ETRANGER	
Codes	Titres	Francs	Francs	
DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE :				Les DEBATS de L'ASSEMBLEE NATIONALE font l'objet de deux éditions distinctes : - 03 : compte rendu intégral des séances ; - 33 : questions écrites et réponses des ministres. Les DEBATS du SENAT font l'objet de deux éditions distinctes : - 06 : compte rendu intégral des séances ; - 36 : questions écrites et réponses des ministres. Les DOCUMENTS de L'ASSEMBLEE NATIONALE font l'objet de deux éditions distinctes : - 07 : projets et propositions de lois, rapports et avis des commissions. - 27 : projets de lois de finances. Les DOCUMENTS DU SENAT comprennent les projets et propositions de lois, rapports et avis des commissions.
03	Compte rendu..... 1 en	106	662	
33	Questions..... 1 en	106	664	
83	Table compte rendu.....	62	66	
93	Table questions.....	62	66	
DEBATS DU SENAT :				
06	Compte rendu..... 1 en	99	636	
36	Questions..... 1 en	99	640	
96	Table compte rendu.....	62	61	
96	Table questions.....	32	62	
DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE :				
07	Série ordinaire..... 1 an	670	1 672	
27	Série budgétaire..... 1 an	200	304	
DOCUMENTS DU SENAT :				
06	Un en.....	670	1 636	
DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 16 Téléphone ABONNEMENTS : (1) 46-56-77-77 STANDARD GENERAL : (1) 46-56-75-00 TELEX : 201175 F DIRJO-PARIS				
En cas de changement d'adresse, Joindre une bande d'envoi à votre demande.				
Tout paiement à la commande faciliter son exécution Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.				

Prix du numéro : 3 F

(Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)

